

Rapport de la

# QUINZIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

---

Istanbul, Turquie, 28 avril-2 mai 1986



*Etats Membres de la FAO dans la Région européenne (au 2 mai 1986)*

Albanie	Grèce	Pologne
Allemagne, Rép. féd. d'	Hongrie	Portugal
Autriche	Irlande	Roumanie
Belgique	Islande	Suède
Bulgarie	Israël	Suisse
Chypre	Italie	Tchécoslovaquie
Danemark	Luxembourg	Turquie
Espagne	Malte	Yougoslavie
Finlande	Norvège	
France	Pays-Bas	

*Date et lieu des conférences régionales de la FAO pour l'Europe*

Première	— Rome, Italie, 10-15 octobre 1949
Deuxième	— Rome, Italie, 10-15 octobre 1960
Troisième	— Rome, Italie, 8-13 octobre 1962
Quatrième	— Salzbourg, Autriche, 26-31 octobre 1964
Cinquième	— Séville, Espagne, 5-11 octobre 1966
Sixième	— Saint Julian, Malte, 28-31 octobre 1968
Septième	— Budapest, Hongrie, 21-25 septembre 1970
Huitième	— Munich, République fédérale d'Allemagne, 18-23 septembre 1972
Neuvième	— Lausanne, Suisse, 7-12 octobre 1974
Dixième	— Bucarest, Roumanie, 20-25 septembre 1976
Onzième	— Lisbonne, Portugal, 2-7 octobre 1978
Douzième	— Athènes, Grèce, 22-27 septembre 1980
Treizième	— Sofia, Bulgarie, 4-8 octobre 1982
Quatorzième	— Reykjavik, Islande, 17-21 septembre 1984
Quinzième	— Istanbul, Turquie, 28 avril-2 mai 1986

ERC/86/REP  
Octobre 1986

RAPPORT DE LA QUINZIEME  
CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

Istanbul (Turquie), 28 avril - 2 mai 1986

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Rome, 1986



TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
RESUME DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS	iv - vii
	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION	
- Organisation de la Conférence	1 - 3
- Cérémonie d'ouverture	4 - 6
- Election du Président et des Vice-Présidents	7 - 9
- Déclaration du Président	10 - 11
- Adoption de l'ordre du jour	12
RESUME DES DEBATS	
- Déclaration du Directeur général	13 - 17
- Déclaration du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe	18 - 19
- Exposés des pays et débat général sur la situation	20 - 33
- Programme de la FAO dans la région: Activités de la FAO en Europe et Programme de travail pour 1986-87	34 - 48
QUESTIONS AYANT TRAIT AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL	
- Développement de l'aquaculture en Europe	49 - 58
- Politiques de protection des plantes en liaison avec l'innocuité des aliments et la protection du milieu en Europe	59 - 66
- Représentation de la Région au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)	67 - 68
CONCLUSIONS	
- Date et lieu de la seizième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe	69 - 71
- Adoption du rapport	72
- Clôture de la Conférence	73 - 77
ANNEXES	
A. Ordre du jour	
B. Liste des délégués et observateurs	
C. Liste des documents	
D. Déclaration du Directeur général	
E. Déclaration de M. Klaus A. Sahlgren, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe	

QUINZIEME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

Istanbul (Turquie), 28 avril-2 mai 1986

RESUME DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Programme de la FAO dans la région

A l'attention de la FAO

La Conférence :

1. a suggéré d'ajouter au rapport sur le Programme de travail de la FAO en Europe un chapitre analysant les principaux résultats des activités de la FAO dans la région (par. 34).
2. a constaté l'étendue de la coordination des activités de la FAO avec celle des autres organisations internationales qui travaillent en Europe, bien qu'il y ait encore lieu de l'améliorer dans certains cas, et a proposé que certaines activités de la Division mixte CEE/FAO de l'agriculture et du bois fusionnent avec des activités exécutées par le Bureau régional de la FAO pour l'Europe (par. 35).
3. a souhaité que les activités s'orientent de plus en plus vers les travaux de terrain, et notamment les projets pilotes (par. 36).
4. a approuvé la conception du Système européen de réseaux coopératifs de recherche pour l'agriculture et s'est félicitée de l'évaluation entreprise sous les auspices de la CEA (par. 37).
5. est convenue qu'il faudrait continuer d'éliminer progressivement les réseaux qui ont obtenu les résultats prévus pour les remplacer par de nouveaux réseaux (par. 39).
6. a suggéré d'accorder davantage d'attention aux problèmes de gestion des eaux (par. 42).
7. a insisté sur la nécessité de renforcer les activités de lutte contre la fièvre aphteuse et de prévention de cette maladie (par. 43).
8. a estimé que le Groupe de travail sur la femme et la famille agricole dans le développement rural et le Groupe de travail FAO/CEE sur les structures agraires et la rationalisation des exploitations devraient se réunir conjointement pour mieux intégrer les femmes dans l'élaboration de la politique agricole générale et renforcer leur influence dans ce domaine (par. 47).

9. a recommandé que les questions ayant trait à la protection de la forêt européenne contre la pollution atmosphérique et les incendies figurent parmi les principaux points de l'ordre du jour de la prochaine Conférence régionale (par. 45).
10. a demandé que, dans le cadre de la Commission mixte du Codex Alimentarius, les activités tendant à harmoniser les normes européennes se poursuivent en coopération avec le Groupe de travail de la CEE sur la normalisation des denrées périssables (par. 48).

### Développement de l'aquaculture en Europe

#### A l'attention des gouvernements

La Conférence :

11. a estimé qu'il faudrait réexaminer les possibilités de formation existantes et donner une importance accrue aux programmes de formation orientés vers la vulgarisation (par. 52).
12. a noté que des recherches en collaboration seraient nécessaires sur divers problèmes : réduction des pertes d'éléments nutritifs, sauvegarde des ressources ichtyogénétiques, reproduction artificielle, et lutte contre les maladies contagieuses chez les poissons et les mollusques d'élevage (par. 55).
13. a appuyé les propositions visant l'organisation de consultations intergouvernementales sur la planification aux niveaux national, régional et local à l'appui de l'aquaculture, sur les problèmes commerciaux, et sur les normes applicables aux effluents (par. 56).
14. a recommandé l'adoption du Code de pratiques pour l'introduction d'espèces exotiques, établi par la Commission européenne consultative pour les pêches dans les eaux intérieures (CECPI) et le Conseil international pour l'exploration de la mer (par. 56).

#### A l'attention de la FAO

La Conférence :

15. a suggéré que la Commission européenne consultative pour les pêches dans les eaux intérieures (CECPI) étudie les moyens d'exécuter des actions collectives pour renforcer le secteur de l'aquaculture en Europe et communique, par l'intermédiaire du Directeur général, ses recommandations aux organes pertinents de la FAO et aux organismes compétents, multilatéraux ou autres, aux fins d'application (par. 51).

16. a souligné qu'il serait souhaitable et opportun d'établir un répertoire des possibilités de formation, assorti d'un exposé rapide des programmes (par. 53).
17. a instamment demandé que le Programme régional méditerranéen FAO/PNUD/Italie d'aquaculture (MEDRAP) continue d'être financé (par. 57).
18. a pris acte de l'offre faite par la délégation de la Tchécoslovaquie d'accueillir la quinzième session de la CECPI (par. 58).

Politiques de protection des plantes en liaison avec l'innocuité des aliments et la protection du milieu en Europe

A l'attention des gouvernements

La Conférence :

19. a approuvé les travaux de la réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides, l'action concertée FAO/PNUE concernant l'évaluation et la surveillance des effets des pesticides sur l'environnement, la mise au point et l'exécution de programmes de lutte intégrée contre les ennemis des cultures, et l'entrée en vigueur et l'application du Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides (par. 60).
20. a souligné que les Etats Membres doivent informer le secrétariat de la FAO des mesures prises pour assurer la bonne application du Code (par. 63).
21. a souligné combien il est important de poursuivre la mise au point des programmes de lutte intégrée contre les ennemis des cultures et de les appliquer de façon à utiliser plus efficacement des quantités réduites de pesticides (par. 64).

A l'attention de la FAO

La Conférence :

22. a souligné la nécessité d'une coopération régionale dans le domaine de la protection des cultures et a invité la FAO à animer et à coordonner la poursuite des activités communes dans ce domaine (par. 60).
23. a suggéré que la FAO favorise la mise au point de méthodes d'essais appropriés et l'établissement de critères permettant d'évaluer l'innocuité des pesticides pour l'environnement (par. 62).
24. a pris note des dispositions prévues par le secrétariat afin d'assurer la bonne application du Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides, et notamment de la communication officielle du Code aux Etats Membres (par. 63).



Représentation de la Région ou Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)

A l'attention de la FAO

La Conférence :

25. a suggéré que la FAO aide à organiser des réunions régionales qui intensifient la diffusion des résultats des recherches agricoles internationales effectuées sous les auspices du GCRAI (par. 67).
26. a élu la Pologne pour représenter la région au GCRAI pour la période quadriennale 1987-90 (par. 68).

Date et lieu de la seizième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe

A l'attention de la FAO

La Conférence :

27. a invité le Directeur général de la FAO à fixer la date et le lieu de la seizième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe après avoir consulté le gouvernement polonais et les gouvernements des autres Etats Membres de la région (par. 71).



## INTRODUCTION

### Organisation de la Conférence

1. La quinzième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, organisée en collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, s'est tenue à Istanbul (Turquie) à l'Hôtel Sheraton, du 28 avril au 2 mai 1986, à l'aimable invitation du Gouvernement de la République de Turquie.
2. Les délégations de vingt-huit Etats Membres de la région européenne ont participé à la Conférence. Deux Etats Membres d'une autre région ont envoyé des observateurs. Ont également assisté à la Conférence des représentants des institutions du Système des Nations Unies et des observateurs d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales.
3. La liste complète des participants figure à l'Annexe B.

### Cérémonie d'ouverture

4. En accueillant le Premier ministre de la République de Turquie, S.E. Monsieur Turgut Özal, pour l'ouverture officielle de la quinzième Conférence régionale pour l'Europe, Monsieur Edouard Saouma, Directeur général de la FAO, a également souhaité la bienvenue aux délégués et aux observateurs. Il a remercié le Gouvernement turc d'avoir invité la Conférence à Istanbul, et lui a exprimé sa gratitude pour sa généreuse hospitalité. Le fait que cette conférence, comme la récente conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient, se tienne à Istanbul, confirme la vocation séculaire de la ville et de la Turquie - être le pont qui unit les civilisations. Le Directeur général a également rendu hommage au redressement économique remarquable que la Turquie a su réaliser ces dernières années.
5. Le Premier ministre de la République de Turquie, S.E. Monsieur Turgut Özal, a déclaré que son pays a l'intention de jouer un rôle actif dans les relations internationales et, dans ce contexte, de renforcer ses rapports déjà féconds avec la FAO. La Turquie apprécie beaucoup les activités entreprises par l'Organisation sous la conduite compétente du Directeur général et elle considère comme un honneur d'accueillir deux conférences régionales la même année. Le Premier ministre, tout en trouvant dans la situation alimentaire actuelle du monde motif à quelque optimisme, a constaté que les déséquilibres structurels persistent à plus longue échéance. La conjoncture économique donne des signes de redressement dans les pays industrialisés, mais elle reste préoccupante pour les pays en développement. Ces derniers continuent en particulier de souffrir des effets négatifs du protectionnisme pratiqué par les pays industrialisés, notamment en raison de la faiblesse des cours internationaux des produits agricoles. C'est pourquoi la Turquie attend avec beaucoup d'intérêt les négociations qui vont s'ouvrir dans le cadre du GATT et souhaite qu'elles contribuent à laisser jouer plus librement les forces du marché dans le commerce des produits agricoles, comme cela est impatientement attendu.

6. Le Premier ministre a souligné l'attitude positive de son pays vis-à-vis des investissements étrangers qui, s'accompagnant de transferts de technologie, accélèrent le développement agro-industriel. La Turquie est favorable à l'intensification de la collaboration internationale dans tous les domaines du développement agricole, indépendamment des différences de régime socio-économique. A ce propos, le Premier ministre a évoqué le rôle particulier que jouent la FAO et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe dans la coopération entre l'Est et l'Ouest à l'intérieur de la Région.

#### Election du Président et des Vice-Présidents

7. A l'unanimité, la Conférence a élu Président Monsieur Hüsnü Doğan, Ministre de l'agriculture, des forêts et des affaires rurales de Turquie.

8. M. Hüsnü Doğan a remercié la Conférence de l'avoir porté à la présidence et a demandé que l'on soumette des candidatures pour l'élection des Vice-Présidents.

9. Les Vice-Présidents, dont les noms suivent, ont été élus à l'unanimité.

M. M. TOMAN	Ministre de l'agriculture et de l'alimentation, Tchécoslovaquie
M. J. HELGASON	Ministre de l'agriculture, Islande
M. G. HAIDEN	Ministre fédéral de l'agriculture et des forêts, Autriche
M. W. von GELDERN	Secrétaire parlementaire du Ministère fédéral de l'alimentation, de l'agriculture et des forêts, Rép. féd. d'Allemagne

#### Déclaration du Président

10. Le Président de la Conférence, M. Hüsnü Doğan, a caractérisé les problèmes fondamentalement différents des deux régions dont les conférences régionales se sont tenues successivement à Istanbul: tandis que le Proche-Orient doit faire face à des pénuries alimentaires, l'Europe est encombrée d'excédents par suite des progrès constants de la productivité agricole. Mais ces problèmes sont liés en ce sens que la question de l'alimentation dans le monde ne sera résolue de façon durable que si des transferts de ressources et de compétences viennent combler les disparités actuelles.

11. Le Président a constaté avec satisfaction que l'on prend de plus en plus conscience de l'incidence des politiques agricoles sur le commerce international des produits du secteur et il a exprimé l'espoir que, sensibles à cette question, les gouvernements seront amenés à s'abstenir d'appliquer des mesures protectionnistes. Il a souligné qu'il faut renforcer la recherche pour appuyer les politiques agricoles, et a rappelé que la FAO offre d'excellentes occasions de promouvoir les échanges internationaux dans ces domaines. Le Président a ensuite passé en revue les points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence.

Il a noté que l'aquaculture peut fournir une contribution importante aux disponibilités en protéines; que les effets accessoires de l'utilisation croissante des produits chimiques pour la protection des cultures intéressent au premier chef les pays européens. Selon lui, le débat général sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture en Europe devrait permettre aux Etats Membres de la région de mieux comprendre leurs politiques agricoles respectives. Le Président a estimé que les questions d'intérêt commun pour l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest se multiplient. A ce propos, il a exprimé le vœu que la Conférence régionale donne un nouvel élan à la coopération agricole entre les Etats Membres de la région.

#### Adoption de l'ordre du jour

12. La Conférence a adopté l'ordre du jour figurant à l'Annexe A.

#### RESUME DES DEBATS

#### Déclaration du Directeur général

13. Dans sa déclaration, le Directeur général a fait observer que cette conférence régionale de la FAO est la seconde qui se tient à Istanbul en à peine plus d'un mois. Il a souligné le contraste entre ces deux conférences, préoccupées l'une par la pénurie et la pauvreté du sud, l'autre par les excédents alimentaires du Nord. Ce contraste rappelle fort opportunément que les problèmes de l'Europe agricole ne peuvent être dissociés de ceux des pays les plus pauvres et les plus mal nourris du monde.

14. Le Directeur général a traité assez longuement de deux questions majeures: comment la FAO peut-elle aider à trouver des solutions au moins à certains problèmes de l'agriculture européenne? Comment une coopération renforcée entre la FAO et l'Europe pourrait-elle contribuer à faire face aux problèmes du tiers monde?

15. A propos de la première question, le Directeur général a rappelé qu'en Europe la production agricole a tendance à dépasser la demande du marché. Tout en reconnaissant qu'il est nécessaire de garantir aux agriculteurs européens une situation socio-économique convenable, il a souligné les systèmes de soutien coûteux et les attitudes protectionnistes qui sont pratiqués. L'amélioration du commerce et des échanges de vues plus fréquents sur les politiques agricoles pourraient remédier à ces difficultés mais la communication est souvent insuffisante entre les principaux partenaires européens, qu'il s'agisse de la CEE, du COMECON ou de la zone de libre échange. A cet égard, la FAO est heureuse que sa conférence régionale offre aux responsables de l'agriculture européenne une occasion privilégiée de se rencontrer à haut niveau. Outre le rôle considérable et permanent de coordination joué par les réseaux de recherche de l'Organisation, les précédentes conférences régionales ont adopté des résolutions importantes sur les forêts, la pollution, la pêche, etc. La présente conférence doit débattre de deux grands problèmes: le développement en

Europe de l'aquaculture, activité nouvelle mais très prometteuse, et les effets secondaires des produits agro-chimiques. Cette deuxième question revêt une actualité particulière depuis l'adoption, par la dernière Conférence de la FAO, du Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides. L'Europe a d'ailleurs exercé un rôle moteur dans l'élaboration de ce code.

16. Le Directeur général, passant à la deuxième grande question, a évoqué les rapports entre l'Europe et le tiers monde. Ce dernier, et surtout l'Afrique, vend une part importante de ses produits agricoles sur les marchés européens tandis qu'une part considérable des excédents européens est acheminée vers les pays du tiers monde. L'Europe doit donc reconnaître que le développement du tiers monde et l'expansion du marché qu'il représente concernent au plus haut point l'agriculture européenne. Les pays européens ne l'ignorent d'ailleurs pas et l'Europe fournit actuellement une aide considérable au tiers monde. Le Directeur général a néanmoins estimé qu'une action novatrice sans précédent pourrait être engagée, notamment pour relancer l'agriculture en Afrique. Il a évoqué les possibilités que pourraient offrir des solutions nouvelles quand les excédents européens sont pléthoriques, quand les usines d'engrais ou d'outils tournent au ralenti faute de débouchés, et quand le maintien de la situation se fait de plus en plus coûteux. Il serait peut-être possible de tirer parti de la crise du Nord pour mieux faire face au problème de la faim dans le Sud. La FAO offre son appui sans réserve à toutes les actions et initiatives en faveur du développement du Sud. Le Directeur général a exprimé la conviction qu'un tel soutien est de l'intérêt à long terme de l'Europe.

17. Le texte intégral de la déclaration du Directeur général figure à l'Annexe D.

#### Déclaration du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe

18. Lecture de la déclaration du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe a été donnée, celui-ci étant absent, par le Directeur de la Division mixte de l'agriculture et du bois CEE/FAO.

19. Le texte intégral de la déclaration du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe figure à l'Annexe E.

#### Exposés des pays et débat général sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture en Europe

20. Les délégués des vingt-huit Etats Membres participant à la quinzième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe sont tous intervenus dans le débat général, ainsi que plusieurs observateurs. Ils se sont déclarés satisfaits de la préparation de la conférence et très sensibles à la généreuse hospitalité du pays hôte.

21. Le débat a fait ressortir un accord total avec l'opinion du Directeur général quant au contraste paradoxal et de plus en plus marqué entre les excédents

commerciaux qui s'accumulent dans le Nord et la malnutrition et la sous-alimentation qui persistent dans les pays en développement. Il a été noté avec satisfaction que la situation de l'alimentation s'améliore, notamment en Afrique, grâce surtout au retour de conditions météorologiques favorables, et que la production vivrière a tendance à progresser de façon encourageante en Asie et dans certaines parties de l'Amérique latine; mais il a dans le même temps été reconnu que les problèmes structurels à long terme de l'alimentation mondiale n'ont pas encore trouvé de solution durable. A ce sujet, les pays européens sont convenus avec le Directeur général que de vastes actions de redressement doivent être entreprises, à la fois par les pays directement concernés et par les pays industrialisés, pour éviter qu'une crise alimentaire aussi grave que celle qui vient de frapper l'Afrique se produise de nouveau. On a évoqué à plusieurs reprises le problème critique que représente l'endettement considérable de la plupart des pays en développement, dont certains appartiennent à la région européenne, et les effets néfastes qu'il risque d'avoir sur les importations de facteurs de production agricole de base, donc à terme sur leur production vivrière. L'importance primordiale des transferts de ressources et de compétences des pays industrialisés aux pays en développement pour assurer le progrès de l'agriculture a été reconnue de façon générale. Les participants ont approuvé sans réserve le rôle que la FAO est appelée à jouer pour rassembler des connaissances spécialisées et les transmettre aux pays qui en ont besoin.

22. Le problème des excédents qui s'accumulent dans de nombreux pays européens a figuré en bonne place dans le débat. Etant donné que la demande de produits alimentaires plafonne ou n'augmente plus que lentement, les marchés ne peuvent plus absorber ces excédents sans qu'intervienne tout un ensemble de mesures de soutien coûteuses. En fait, un nombre croissant de pays de la région ont recours à des mesures rigoureuses de contrôle de l'offre, notamment dans le cas du lait. Certains de ces pays ont signalé qu'ils pratiquent depuis plusieurs années déjà un contingentement de la production et ont mis en place des systèmes de "coresponsabilité" dans certains secteurs; ils jugent qu'ils pourraient désormais faire profiter d'autres pays de leur expérience dans ce domaine. Il a cependant été admis qu'à court et à moyen terme le contrôle de l'offre tel qu'appliqué au secteur laitier et à certains autres pourrait avoir des effets indirects sur d'autres marchés de produits agricoles, celui de la viande de boeuf par exemple. Divers autres secteurs manifestent aussi une tendance à la surproduction.

23. Il a été reconnu que les politiques agricoles de nombreux pays doivent répondre à des impératifs de plus en plus complexes: à la fois ajuster la production à la demande, assurer la sécurité alimentaire nationale et garantir un revenu raisonnable aux agriculteurs. Il est important d'assurer un revenu convenable aux producteurs agricoles non seulement pour maintenir la production vivrière au niveau voulu mais aussi pour améliorer l'équilibre entre les secteurs et entre les régions dans chaque pays. Les régions montagneuses ou isolées vivent en grande partie de l'agriculture, des forêts et des pêches et ont besoin d'un soutien spécial des pouvoirs publics. Les débats ont montré qu'il est nécessaire de concevoir les politiques agricoles dans une perspective de plus en plus large et de plus en plus complexe. A ce propos, on a insisté

sur l'intérêt croissant que suscitent le rôle des campagnes dans les loisirs et la protection de l'environnement, les utilisations de remplacement (non alimentaires) des produits agricoles, l'utilisation réduite des facteurs de production, notamment des pesticides, les produits non traditionnels et la création de sources de revenus non agricoles en milieu rural.

24. Un certain nombre de pays de la région européenne se sont déclarés disposés à poursuivre leur effort pour adapter leur production agricole au niveau réel de la demande, offrant ainsi, entre autres, de meilleures chances à la production vivrière locale dans les pays en développement. En ce qui concerne les exportations des pays en développement, les accords STABEX et les résultats positifs qu'ils ont permis d'obtenir ont été évoqués. Plusieurs délégations ont exprimé l'opinion qu'il est nécessaire de mettre en place un régime plus libéral d'échanges internationaux des produits agricoles, mais il a aussi été admis que l'agriculture européenne doit se protéger dans une certaine mesure, pour diverses raisons, notamment dans un souci de sécurité alimentaire. A ce propos, les négociations qui vont s'ouvrir dans le cadre du GATT ont été évoquées à de multiples reprises et de nombreux délégués ont souligné que leurs gouvernements sont prêts à y participer activement afin de rendre le commerce international des produits agricoles plus stable et plus rémunérateur.

25. Toutefois, nombre de délégués de l'Est et du Sud de l'Europe ont rappelé que leurs pays s'efforcent d'accélérer la progression de leur production vivrière afin de parvenir à un degré approprié d'autosuffisance et d'améliorer leurs exportations agricoles. Ils ont insisté en particulier sur les effets néfastes de la montée du protectionnisme sur leur agriculture.

26. Au cours du débat, toutes les délégations ont donné des renseignements détaillés sur l'évolution de l'agriculture de leurs pays depuis la dernière conférence régionale. Elles ont exposé les objectifs, les résultats et souvent aussi les politiques et programmes à venir. La production a été jugée satisfaisante dans l'ensemble bien que divers pays aient souffert de conditions climatiques défavorables, par exemple de sécheresse prolongée ou d'hivers rigoureux. Malgré ces difficultés, la tendance à long terme de la production à s'accroître régulièrement témoigne du dynamisme profond du progrès technique dans l'agriculture européenne.

27. La plupart des délégués ont fait une place particulière aux problèmes forestiers dans leurs exposés. Les effets de plus en plus néfastes de la pollution atmosphérique transfrontière qui frappe les forêts européennes suscitent des préoccupations de plus en plus vives. On est convenu de façon générale que seule une action internationale concertée permettrait de remédier à cette situation. Certains pays ont fait mention des mesures concrètes qu'ils ont déjà prises pour réduire fortement les émissions d'agents polluants, notamment de SO<sub>2</sub>, et ils ont demandé aux autres pays de la région de suivre leur exemple car c'est là le seul moyen d'obtenir des résultats tangibles. Toutefois, la pollution



atmosphérique ne frappe pas seulement les forêts. Plusieurs délégués ont également signalé qu'elle a pour effet de réduire les ressources en poisson des cours d'eau et des lacs. La FAO a été invitée à poursuivre, en les intensifiant, ses activités de recherche sur les causes des dégâts infligés aux forêts et à coordonner, avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, l'action entreprise par divers pays dans ce domaine.

28. En outre, plusieurs délégués de pays d'Europe méridionale ont appelé l'attention de la Conférence sur les pertes lourdes et répétées qu'entraînent les incendies de forêt, qui compromettent elles aussi l'action de reboisement à long terme.

29. On a expressément mis en parallèle les dépenses croissantes d'armement et le manque de fonds pour résoudre les problèmes nombreux et graves de l'alimentation dans le tiers monde et on a demandé instamment que l'effort se poursuive sans relâche pour favoriser la paix dans la région et dans le monde entier.

30. La plupart des orateurs qui sont intervenus dans le débat général ont traité des deux questions techniques inscrites à l'ordre du jour - le développement de l'aquaculture en Europe, et les politiques de protection des plantes en liaison avec l'innocuité des aliments et la protection du milieu en Europe - et d'éléments particuliers du Programme de travail de la FAO dans la région. Leurs observations sont reprises plus longuement dans les sections pertinentes du rapport. Un large accord s'est fait sur l'importance croissante que prennent la qualité des aliments, notamment du point de vue sanitaire, et les questions d'environnement liées aux terres agricoles, aux forêts et aux ressources en eau de la région.

31. Nombre de questions particulières ont également été soulevées au cours du débat général. La nécessité de créer une école des pêches en Méditerranée a été soulignée. Le Gouvernement de Malte a offert aux pays intéressés d'utiliser ses installations pour le transbordement du poisson et pour les prestations courantes aux flottilles de pêche qui opèrent au large de la côte occidentale de l'Afrique et dans l'océan Indien. Plusieurs pays ont offert les services de leurs divers établissements, notamment pour la formation sur des bases bilatérales ou multilatérales.

32. L'apport essentiel de la FAO à la coopération européenne dans les secteurs vitaux que sont l'agriculture, les pêches et les forêts a été réaffirmé. La plupart des délégués ont exprimé leur approbation générale en ce qui concerne les principales activités de la FAO dans la région, et s'en sont déclarés satisfaits: réseaux de recherche qui permettent de promouvoir la coopération entre les institutions de presque tous les pays européens et de nombreuses institutions des régions voisines; travaux sur les énergies rurales; et gamme étendue d'activités socio-économiques. Les Etats Membres continuent d'appuyer sans réserve l'étroite coopération poursuivie par la FAO et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe dans le cadre de la Division mixte de l'agriculture et du bois qui permet aussi la participation des Etats non membres de la

région, et la coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui s'exerce elle aussi par le truchement d'une Division mixte. On a aussi rendu hommage aux activités de terrain de la FAO. A ce propos, deux pays ont estimé qu'il faudrait étudier le rôle de l'Organisation à long terme afin que celle-ci puisse s'acquitter de ses tâches futures avec de plus en plus d'efficacité.

33. Enfin, il a été reconnu sans réserve que la Conférence régionale de la FAO constitue une tribune incomparable pour les responsables de haut niveau et qu'elle contribue toujours activement à une meilleure compréhension des grandes questions agricoles, forestières et halieutiques telles qu'elles se présentent dans la région européenne. A ce propos, il a été demandé à la FAO de consulter largement à l'avance les pays membres au sujet de l'ordre du jour de la prochaine Conférence régionale.

Programme de la FAO dans la région:

Activités de la FAO en Europe et Programme de travail pour 1986-87

34. La Conférence a pris note avec satisfaction des activités menées en Europe au cours des deux dernières années, telles qu'elles sont décrites dans le document ERC/86/2, ainsi que du Programme de travail de la FAO en Europe pour 1986-87, tel qu'il est exposé dans le document ERC/86/3. Il a été constaté que la présentation de ces documents s'était beaucoup améliorée. Pour renforcer encore l'utilité du document sur les activités antérieures, il a été suggéré d'y ajouter un chapitre où seraient analysés les résultats des principales activités. Il a également été proposé de signaler dans le rapport les activités et projets qui ont été interrompus ou achevés pendant la période considérée.

35. La nécessité de continuer à adapter le Programme en fonction de l'évolution des besoins, de façon à utiliser au mieux les ressources limitées dont on dispose, a été rappelée à plusieurs reprises. Il a été relevé avec satisfaction que la coordination des activités de la FAO avec celles des autres organisations internationales qui travaillent en Europe est dans l'ensemble étendue, bien qu'il y ait lieu de l'améliorer dans certains cas. Diverses suggestions ont été formulées en vue de renforcer encore la rationalisation et la coordination de certaines activités régionales de la FAO; à cette fin, il a été suggéré que certaines activités de la Division mixte CEE/FAO de l'agriculture et du bois fusionnent avec des activités exécutées sous la responsabilité directe du Bureau régional de la FAO pour l'Europe, par exemple en liaison avec le Programme européen des énergies rurales, et qu'un nouveau réseau coopératif de recherche sur les problèmes socio-économiques soit créé.

36. Une observation de caractère général a également été formulée quant au nombre de réunions et séminaires régionaux. A ce propos, on a souhaité que les activités s'orientent de plus en plus vers les travaux de terrain, notamment avec des projets pilotes.

37. La conception du Système européen de réseaux coopératifs de recherche pour l'agriculture (SCORENA) a recueilli l'appui et l'approbation de manière générale. On a insisté sur la nécessité de procéder à une évaluation scientifique attentive des travaux de ces réseaux et de leur fonctionnement, tout en se félicitant de l'évaluation entreprise par la Commission européenne d'agriculture (CEA).

38. Des délégués ont évoqué la réunion au niveau national des participants aux divers réseaux de recherche pour échanger des vues et évaluer de façon plus générale les travaux et les résultats obtenus, qui a été une expérience positive. La participation d'instituts de recherche de pays extra-européens aux travaux de l'SCORENA a été accueillie très favorablement; il faudrait cependant faire preuve d'une certaine prudence dans ce domaine car les problèmes que rencontrent ces pays sont parfois tout à fait différents de ceux de l'Europe. Plusieurs délégations ont estimé que les bases financières de l'SCORENA pourraient être renforcées grâce à un fonds fiduciaire, comme c'est le cas pour les Réseaux coopératifs pour les énergies rurales (CNRE).

39. Il a été convenu de façon générale qu'il faudrait continuer d'éliminer progressivement les réseaux qui ont obtenu les résultats prévus, ce qui permettrait d'en établir de nouveaux. A cette fin, il a été proposé au cours du débat d'entreprendre plusieurs activités absolument nouvelles: création de nouveaux réseaux sur la pomme de terre, les cultures sous abri, le coton, ou d'élargir le champ d'activité des réseaux existants sur le blé Durum et les pesticides (considérés spécialement du point de vue de leurs effets sur le milieu, de façon à couvrir tous les aspects de la dégradation des sols et des eaux dans l'environnement rural).

40. Le Programme européen sur les énergies rurales (CNRE et projet PNUD/FAO) a été pleinement appuyé par les pays participants, et continuera de l'être. Le réseau a entrepris des recherches sur une série de questions choisies qui intéressent plus particulièrement les pays européens; les résultats et l'expérience acquise seront communiqués aux pays en développement.

41. Les activités menées dans les domaines de la télédétection et de l'utilisation des isotopes et des rayonnements en agriculture ont été jugées particulièrement utiles. On a noté que les consommateurs sont réticents devant les produits alimentaires traités par rayonnement; en revanche, la lutte contre la mouche méditerranéenne des fruits a été jugée spécialement importante.

42. On s'est félicité des travaux exécutés sous le patronage commun de la FAO et de la Commission économique pour l'Europe dans le domaine de la mise en valeur des terres et des eaux. Il a été suggéré d'accorder davantage d'attention aux problèmes de gestion des eaux.

43. Les activités de lutte contre la fièvre aphteuse et de prévention de cette maladie ont été approuvées et soutenues. La nécessité de les renforcer a été soulignée.

44. En ce qui concerne la mécanisation agricole, certaines délégations ont souhaité que les activités du Groupe de travail CEE/FAO chargé de la question soient mieux adaptées aux besoins. Comme lors de conférences régionales antérieures, l'utilité de réunions annuelles du groupe a été contestée.

45. Plusieurs délégations ont de nouveau affirmé qu'il est extrêmement important de poursuivre et d'intensifier encore les activités internationales qui visent à protéger les forêts européennes de la pollution atmosphérique et des incendies. A ce propos, il a été recommandé que les questions forestières figurent parmi les principaux points de l'ordre du jour de la prochaine conférence régionale. Dans ce domaine il conviendrait de mettre le plus possible à contribution les organismes régionaux existants, notamment la Division mixte FAO/CEE de l'agriculture et du bois.

46. Les activités relatives à l'amélioration des pêches continentales ont généralement été appuyées. Il ne faut introduire des espèces nouvelles ou exotiques de poissons en Europe qu'avec la plus grande prudence en raison des risques de maladies. On attend avec intérêt la parution d'un atlas des pêches en Méditerranée orientale.

47. La plupart des délégations ont manifesté leur intérêt pour les activités socio-économiques menées dans la région, notamment pour celles qui ont trait au rôle des femmes dans le développement et à la pluriactivité. Il a été noté que les questions traitées par le Groupe de travail sur la femme et la famille agricole dans le développement rural et par le Groupe de travail FAO/CEE sur les structures agraires et la rationalisation des exploitations se recouvrent en partie. D'aucuns se sont déclarés d'avis qu'en organisant des réunions conjointes de ces deux groupes on pourrait mieux intégrer les femmes dans l'élaboration de la politique agricole générale et renforcer leur influence. Il a également été suggéré que la FAO prêle davantage concours aux réunions du bureau du Groupe de travail sur la femme. La Conférence a été informée de l'organisation d'un Atelier de l'Ecole internationale d'été sur la planification des programmes de vulgarisation à Vienne (Autriche), en juillet 1986, et d'un Séminaire sur l'application de l'approche à la gestion globale (AGG) aux familles agricoles pluriactives qui aura lieu à Goslar (République fédérale d'Allemagne) en août 1986.

48. Les travaux de la Commission mixte FAO/OMS du Codex Alimentarius ont été appuyés et il a été demandé que les activités tendant à harmoniser les normes européennes se poursuivent en coopération avec le Groupe de travail de la CEE sur la normalisation des denrées périssables.

#### QUESTIONS AYANT TRAIT AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL

##### Développement de l'aquaculture en Europe

49. L'inscription de l'aquaculture à l'ordre du jour a été considérée comme très opportune et presque toutes les délégations ont évoqué l'importance croissante de cette activité. L'évaluation complète et réaliste de l'aquaculture en Europe présentée dans le document ERC/86/4 a été fort appréciée.

50. Il a été confirmé que les divers problèmes de développement de ce secteur qui sont exposés dans ce document sont tous importants.

51. Toutes les activités suggérées dans le dernier paragraphe du document ont été appuyées, bien qu'on ait généralement estimé qu'il faudrait étudier davantage le choix des mécanismes propres à en assurer l'exécution. Il a donc été suggéré que la Commission européenne consultative pour les pêches dans les eaux intérieures (CECPI) soit invitée à étudier à sa prochaine session les moyens les plus appropriés d'exécuter ces activités et à communiquer, par l'intermédiaire du Directeur général, ses recommandations aux organes pertinents de la FAO et aux organismes multilatéraux intergouvernementaux ou autres compétents, aux fins d'application.

52. Parmi les activités spécifiques proposées, la Conférence a attribué une priorité élevée à la formation à l'aquaculture en prenant note des nombreuses possibilités qui sont maintenant offertes dans ce domaine. On a néanmoins estimé qu'il faudrait réexaminer certaines de ces possibilités en fonction des besoins réels du secteur et donner une importance accrue aux programmes de formation

orientés vers la vulgarisation. Il a également été noté que les Etats Membres étudient divers nouveaux programmes de formation et que plusieurs délégations ont offert de mettre les services de formation de leurs pays à la disposition de la FAO, selon les besoins. Plusieurs délégations ont également fait observer que leurs pays s'intéressent tout particulièrement à l'organisation de formations répondant aux besoins des pays en développement.

53. Il a en outre été souligné qu'il serait très souhaitable et opportun d'établir un répertoire des possibilités de formation en Europe, assorti d'un exposé rapide des programmes.

54. Plusieurs délégations ont insisté sur la nécessité d'établir des normes appropriées pour les produits alimentaires obtenus par aquaculture, surtout s'ils sont destinés au commerce international. On a donné beaucoup d'importance à l'élaboration de critères pour l'évaluation des effets de l'aquaculture sur l'environnement et à l'établissement de normes communes européennes en matière d'effluents. A ce propos, de nombreuses délégations se sont félicitées des travaux entrepris dans le passé par la CECPI et le Conseil général des pêches pour la Méditerranée (CGPM) dans les domaines de la qualité de l'eau et des maladies des poissons. Ces organismes ont travaillé très efficacement à promouvoir la collaboration entre les gouvernements de leurs régions respectives pour l'étude et l'analyse d'importants problèmes d'aquaculture. On a indiqué comment les informations rassemblées à l'issue des grands colloques de la CECPI et dans ses nombreuses et intéressantes publications ont pu être utilisées.

55. Il a également été mentionné que des recherches en collaboration seraient nécessaires sur divers problèmes particuliers: réduction des pertes d'éléments nutritifs dans l'environnement imputables aux méthodes impropres d'alimentation; sauvegarde des ressources génétiques d'importantes espèces d'élevage; reproduction artificielle de diverses espèces, notamment de l'anguille; et surtout, lutte contre le nombre croissant de maladies contagieuses importantes observées chez les poissons et mollusques d'élevage.

56. La tenue de consultations intergouvernementales sur certaines questions prioritaires a été appuyée, notamment en ce qui concerne la planification aux niveaux national, régional et local au profit de l'aquaculture; les problèmes commerciaux; les normes applicables aux effluents, et les autres domaines où les pratiques aquacoles adoptées dans un pays ont une forte incidence sur les activités d'autres pays dans ce secteur. Plusieurs délégations ont également recommandé l'adoption du Code de pratiques pour l'introduction d'espèces exotiques établi par la CECPI et le Conseil international pour l'exploration de la mer, dont la deuxième version vient d'être envoyée aux gouvernements de la région pour observations.

57. Plusieurs délégations de pays méditerranéens ont exprimé leur satisfaction de l'assistance que leur a fournie le Programme régional méditerranéen FAO/PNUD/Italie d'aquaculture (MEDRAP) et ont demandé instamment qu'il continue d'être financé. Diverses délégations ont également évoqué la collaboration de leurs pays avec le Programme mondial FAO/PNUD de mise en valeur et de coordination

de l'aquaculture (ADCP) et l'intérêt, pour leur propre développement, de l'assistance technique offerte par des projets nationaux qui sont exécutés par la FAO dans la région.

58. La délégation tchèque a invité la CECPI à tenir sa quinzième session dans son pays. La Conférence a pris acte de cette offre avec reconnaissance, et l'a communiquée au Directeur général pour décision en même temps que l'invitation faite précédemment par le Gouvernement suédois.

Politiques de protection des plantes en liaison avec l'innocuité des aliments et la protection du milieu en Europe

59. La Conférence, ayant noté que l'utilisation des pesticides ne cesse d'augmenter dans les systèmes de production agricole intensive d'Europe, s'est félicitée qu'un débat soit ouvert sur les politiques de protection des plantes, d'autant plus que les effets négatifs potentiels des pesticides sur la qualité des aliments et sur l'environnement suscitent des préoccupations croissantes. Elle a aussi pris note des inconvénients techniques que présente la lutte chimique intensive, par exemple l'apparition de souches résistantes d'organismes nuisibles et l'affaiblissement des mécanismes naturels de défense.

60. La Conférence a approuvé en général l'analyse et les conclusions présentées dans le document ERC/86/5 et a souscrit aux principales options de programme et de politiques qui y sont dégagées: renforcement du soutien aux travaux de la Réunion conjointe FAO/OMS du Codex Alimentarius sur les résidus de pesticides; poursuite de l'action concertée avec le PNUE et d'autres institutions d'évaluation et de surveillance des effets des pesticides sur l'environnement; mise au point et exécution de programmes de lutte intégrée contre les ennemis des cultures; enfin entrée en vigueur et application du Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides. La Conférence a invité la FAO à animer et à coordonner la poursuite des diverses activités. Un certain nombre de délégués ont relevé que les ennemis des cultures sont des fléaux internationaux qui ne connaissent pas de frontières, et qu'ils posent donc des problèmes d'importance régionale qui doivent être résolus de concert. La Conférence a donc souligné que la coopération régionale doit s'exercer de façon privilégiée dans le domaine de la protection des cultures.

61. Divers délégués ont apporté des informations pour compléter l'exposé général présenté dans le document ERC/86/5. Tous les pays ont adopté une législation régissant l'homologation des pesticides accompagnée de procédures d'application. Divers mécanismes de surveillance des résidus de pesticides dans les produits d'alimentation humaine et animale sont actuellement mis en place. A ce propos, les activités de la Commission du Codex Alimentarius sur les résidus de pesticides ont été soutenues sans réserve. On a noté l'absence de statistiques fiables sur l'utilisation des pesticides.

62. On a souligné qu'il est nécessaire d'intensifier les recherches pour évaluer les effets des pesticides sur l'environnement. Il a été suggéré que la FAO favorise la mise au point de méthodes d'essai appropriées et l'établissement

de critères permettant d'évaluer l'innocuité des pesticides pour l'environnement. La Conférence a toutefois remarqué qu'il s'agit d'une question très complexe en raison de la multitude des facteurs écologiques et des interactions en cause et qu'il est donc difficile d'adopter des méthodes normalisées assez largement applicables.

63. La Conférence a affirmé qu'il est extrêmement important que le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides ait été adopté à l'unanimité par la Conférence de la FAO à sa vingt-troisième session. Elle a souligné que les Etats Membres doivent informer le Secrétariat de la FAO des mesures prises pour assurer la bonne application du Code. Elle a pris des dispositions prévues par le Secrétariat à cette fin, notamment la communication officielle du Code aux Etats Membres et aux diverses parties intéressées et l'établissement d'un questionnaire destiné à servir de guide pour la surveillance de l'application du Code.

64. La Conférence a souligné combien il est important de poursuivre la mise au point de programmes de lutte intégrée contre les ennemis des cultures et surtout de les appliquer de façon à utiliser plus efficacement des quantités réduites de pesticides. Diverses délégations ont exposé les résultats obtenus à cet égard dans leurs pays. On a signalé le potentiel et les avantages de différentes stratégies et mesures de lutte, par exemple la mise en place de systèmes efficaces de prévision de l'apparition des ennemis des cultures, l'utilisation de variétés végétales résistantes aux ravageurs, le perfectionnement et l'application des méthodes de lutte biologique et l'introduction de pratiques culturales permettant d'améliorer de façon générale l'état sanitaire des diverses plantes cultivées en cause.

65. Un certain nombre de délégués ont souligné qu'il est nécessaire de tenir suffisamment compte de l'équilibre des coûts et des avantages pour faire mieux accepter par les agriculteurs les programmes de protection des cultures par des méthodes nouvelles. En outre, il a été noté qu'il conviendrait de veiller à exploiter les progrès récents de la biotechnologie pour mettre au point de nouveaux procédés de lutte.

66. La Conférence a été informée qu'un gouvernement a décidé de réduire de 50 pour cent l'utilisation des pesticides au cours des cinq prochaines années, notamment en appliquant les divers éléments de la lutte raisonnée contre les ennemis des cultures, et en renforçant les services de vulgarisation agricole.

#### Représentation de la Région au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)

67. Sur ce point, il a été suggéré que la FAO aide à organiser des réunions qui intensifient la diffusion des résultats des recherches agricoles internationales effectuées sous les auspices du GCRAI, diffusion qui a été quelque peu entravée jusqu'ici par l'insuffisance des fonds. A cet égard, la Conférence a été informée que l'Autriche compte depuis peu parmi les donateurs au GCRAI, et que le montant de sa contribution annuelle est de un million de dollars E.-U.

68. La Conférence a élu la Pologne pour la période quadriennale 1987-90.



## CONCLUSIONS

### Date et lieu de la seizième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe

69. Le Ministre de l'agriculture et de l'alimentation de la Pologne a officiellement invité la seizième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe à se tenir dans son pays en 1988.

70. Le délégué d'Israël a confirmé et le délégué de l'Italie a annoncé que la dix-septième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe est officiellement invitée à se tenir dans leurs pays respectifs en 1990. Le délégué de l'Italie a annoncé que, si l'offre de son pays était retenue, la Conférence aurait lieu à Venise.

71. Le Directeur général a été invité à fixer la date et le lieu de la seizième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe après avoir consulté le Gouvernement polonais et les gouvernements des autres Etats Membres de la région.

### Adoption du rapport

72. Sous réserve de quelques amendements, le projet de rapport a été adopté par la Conférence. Il a été recommandé qu'à l'avenir la Conférence régionale désigne soit un rapporteur, soit un comité de rédaction qui serait chargé de la rédaction du rapport.

### Clôture de la Conférence

73. Le Directeur général a remercié le Gouvernement turc de l'excellente organisation des deux Conférences régionales de la FAO qui se sont tenues à Istanbul, et de l'hospitalité qui a si généreusement été offerte aux participants. Il a rendu hommage aux efforts considérables que déploie la Turquie pour développer son agriculture, afin de satisfaire la demande intérieure et d'exporter des produits de haute qualité. Le Directeur général s'est aussi félicité de la forte participation qui a contribué de façon certaine au succès de la Conférence régionale pour l'Europe.

74. Au nom des participants, les délégués des Pays-Bas, de la République fédérale d'Allemagne et de la Tchécoslovaquie ont exprimé leurs remerciements au Gouvernement et au peuple turcs pour les dispositions qui ont été prises pour accueillir la Conférence, et se sont félicités de la qualité des débats. Des remerciements chaleureux ont aussi été adressés au Gouvernement pour l'excursion extrêmement intéressante qu'il a organisée à Yalova.

75. Le Président a pris la parole pour dire combien les débats et les échanges de vues avaient été utiles et constructifs, et qu'ils contribueraient très certainement à renforcer la compréhension mutuelle entre les pays. L'accord a été atteint sur plusieurs questions importantes, et la proximité ou la convergence

des opinions exprimées augure bien de l'avenir. Il a formulé le vœu que la compréhension mutuelle qui s'est exprimée au cours de la Conférence - celle-ci a été un lieu de rencontre privilégié pour les responsables au plus haut niveau de l'agriculture - sache se traduire en actes dans les politiques.

76. Le Président a déclaré qu'accueillir la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe avait été pour la Turquie à la fois un honneur et un plaisir, et a ajouté qu'il espérait que les participants avaient eu un séjour agréable et fructueux dans son pays.

77. Le Président a ensuite remercié le Directeur général, son secrétariat, les interprètes et tous ceux qui ont permis à la Conférence de parvenir à une conclusion aussi satisfaisante.

ORDRE DU JOUR

I. INTRODUCTION

1. Ouverture de la Conférence
2. Election du Président et des Vice-Présidents
3. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

II. DECLARATIONS

4. Déclaration du Directeur général
5. Déclaration du Secrétaire exécutif de la CEE
6. Exposés des pays et débat général sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture en Europe
7. Rapport du Représentant régional de la FAO sur:
  - a) les activités de la FAO dans la région en 1984-85, notamment les mesures prises pour donner suite aux principales recommandations de la quatorzième Conférence régionale;
  - b) le Programme de travail et budget pour 1986-87 dans la région

III. QUESTIONS AYANT TRAIT AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL

8. Développement de l'aquaculture en Europe
9. Politiques de protection des plantes en liaison avec l'innocuité des aliments et la production du milieu en Europe
10. Représentation de la région au GCRAI

IV. CONCLUSIONS

11. Autres questions
12. Date et lieu de la seizième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe
13. Adoption du Rapport
14. Clôture de la Conférence



LIST OF DELEGATES AND OBSERVERS  
LISTE DES DELEGUES ET OBSERVATEURS  
LISTA DE DELEGADOS Y OBSERVADORES

Chairman :  
Président : Hüsnü DOĞAN (Turkey)  
Presidente :  
  
Vice Chairmen : Miroslav TOMAN (Czechoslovakia)  
Vice-Présidents : Jon HELGASON (Iceland)  
Vicepresidentes : Günter HAIDEN (Austria)  
: Wolfgang VON GELDERN (Germany, Federal Republic of)

MEMBER NATIONS IN THE REGION  
ETATS MEMBRES DE LA REGION  
ESTADOS MIEMBROS DE LA REGION

ALBANIA - ALBANIE

Délégué  
Themie THOMAI (Ms)  
Minister of Agriculture  
Tirana  
  
Suppléant  
Arjan MUÇO  
Director  
Ministry of Agriculture  
Tirana  
  
Adjoints  
Genc MLLLOJA  
Ministry of Foreign Affairs  
Tirana  
  
Bahri ZIKO  
Consulate of Albania  
Istanbul  
  
Shehh GJYLANI  
Ambassador of Albania  
Ankara  
  
Conseiller  
Vladimir PULAJ  
Second Secretary of Embassy  
Ankara

AUSTRIA - AUTRICHE

Delegate  
Günter HAIDEN  
Federal Minister of Agriculture and Forestry  
Vienna

Alternates  
Robert STEINER  
Director-General  
Federal Ministry of Agriculture and Forestry  
Vienna  
  
Edwin PLATTNER  
Director-General  
Federal Ministry of Agriculture and Forestry  
Vienna  
  
Hermann REDL  
Director  
Federal Ministry of Agriculture and Forestry  
Vienna  
  
Associate  
Dietmar KINZEL  
Deputy Permanent Representative of Austria  
to FAO  
Rome  
  
Adviser  
Wolfgang DONAT  
Consul General of Austria  
Istanbul

BELGIUM - BELGIQUE - BELGICA

Délégué  
Roger MARTIN  
Ambassadeur de Belgique auprès de la FAO  
Rome

BULGARIA - BULGARIE

Délégué

Ivan TONEV  
Premier Vice-Ministre de l'agriculture et  
des forêts  
Sofia

Suppléants

Ivan ALEXANDROV  
Directeur général  
Ministère de l'agriculture et des forêts  
Sofia

Julii MINTCHEV  
Premier Secrétaire  
Ministère des affaires étrangères  
Sofia

Conseillers

Khristo PETKOV  
Interprète  
Spécialiste en chef de l'Académie  
agricultuelle  
Sofia

Nikolay DOUTCHOUKOV  
Consul général de Bulgarie  
Istanbul

CYPRUS - CHYPRE - CHIPRE

Delegate

Andreas PAPASOLOMONTOS  
Minister of Agriculture and Natural  
Resources  
Nicosia

Alternates

Fotis G. POULIDES  
Ambassador of Cyprus to FAO  
Rome

Avraam LOUCA  
Director-General  
Ministry of Agriculture and Natural  
Resources  
Nicosia

Associate

Haris ZANNETIS  
Agricultural Attaché  
Permanent Representation of the Republic of  
Cyprus to FAO  
Rome

CZECHOSLOVAKIA - TCHECOSLOVAQUIE -  
CHECOSLOVAQUIA

Delegate

Miroslav TOMAN  
Minister of Agriculture and Food  
Prague

Alternates

Svatopluk STAMPACH  
Advisor to the  
Federal Minister of Agriculture and Food  
Prague

Jaroslav KADERABEK  
Commercial Counsellor  
Ankara

Associates

Anton KOVACIK  
Director  
Federal Research Institute of Crop Sciences  
Prague

Vaclav FRANCL  
Director-General  
Federal Minister of Agriculture and Food  
Prague

Adviser

Pavel DZUNDA  
Ambassador of Czechoslovakia  
Ankara

DENMARK - DANEMARK - DINAMARCA

Delegate

Hans Joergen KRISTENSEN  
Permanent Secretary  
Ministry of Agriculture  
Copenhagen

Alternate

John GLISTRUP  
Permanent Representative of Denmark to FAO  
Rome

FINLAND - FINLANDE - FINLANDIA

Delegate

Antti NIKKOLA  
Assistant Director  
Ministry of Agriculture and Forestry  
Chairman of the  
Finnish National FAO Committee  
Helsinki

Alternates

Kai WESTMAN  
Senior Inspector  
Fisheries Division  
Finnish Game and Fisheries Research  
Institute  
Helsinki

Carl Arne HARTMAN  
Permanent Representative of Finland to FAO  
Rome

FRANCE - FRANCIA

Délégué

Jacques POSIER  
Ambassadeur de France auprès de l'OAA  
Rome

Suppléant

Jean GAULT  
Ingénieur du génie rural des eaux et des  
forêts  
Chef du Bureau de la coopération et des  
échanges  
Service des Relations internationales  
Ministère de l'agriculture  
Paris

GERMANY, FEDERAL REPUBLIC OF - ALLEMAGNE,  
REPUBLIQUE FEDERALE D' - ALEMANIA, REPUBLICA  
FEDERAL DE

Delegate

Wolfgang VON GELDERN  
Parliamentary State Secretary  
Federal Ministry of Food, Agriculture and  
Forestry  
Bonn

Alternates

Wolfgang A.F. GRABISCH  
Director  
Foreign Economic Policies  
Federal Ministry of Food, Agriculture and  
Forestry  
Bonn

Joachim WINKEL

Head of Division - International  
Agricultural Organizations  
Federal Ministry of Food, Agriculture and  
Forestry  
Bonn

Gerhard LIEBER

Alternate Permanent Representative of the  
Federal Republic of Germany to FAO  
Rome

Kalus WILDE

Deputy Consul General of the Federal  
Republic of Germany  
Istanbul

Associate

Martin SCHALASTER  
Assistant Head of Division  
Federal Ministry of Food, Agriculture and  
Forestry  
Bonn

GREECE - GRECE - GRECIA

Délégué

Stathis MITSOPOULOS  
Director-Coordinator of Economic Affaires  
Ministry for Foreign Affairs  
Athens

Suppléants

Georgios KAKLIKIS  
First Secretary of Embassy  
Ministry for Foreign Affairs  
Athens

Spyros KYRITSIS

Agronomist  
Professor of the Agricultural College of  
Athens  
Member of the Executive Committee of FAO  
European Commission of Agriculture  
Ministry of Agriculture  
Athens

Vassilios MOUSAKITIS

Agronomist  
Director  
International Relations Division  
Ministry of Agriculture  
Athens

Adjoint

Tassia ATHANASSIOU (Ms)  
First Secretary of Embassy  
Ministry for Foreign Affairs  
Athens

Conseillers

Maria ANTONAKOU (Ms)  
Agronomist  
Plant Protection Division  
Ministry of Agriculture  
Athens

Vassiliki THEOCHARIS (MS)

Ichthyologist  
Chief of the Ichthyological Station at  
Louros  
Ministry of Agriculture  
Athens

HUNGARY - HONGRIE - HUNGRIA

Delegate

I. DOBOCZKY  
Vice-Minister of Agriculture and Food  
Chairman, Hungarian National Committee  
Budapest

Alternates

I. MUNKA  
Secretary General  
Hungarian National Committee  
Budapest

Lajos ZELCO

Permanent Representative of Hungary to FAO  
Rome

M. BEREZ (Ms)

Senior Officer  
Ministry of Foreign Affairs  
Budapest

ICELAND - ISLANDE - ISLANDIA

Delegate

Jon HELGASON  
Minister of Agriculture  
Reykjavik

Alternates

Sveinbjorn DAGFINNSSON  
Secretary-General  
Ministry of Agriculture  
Reykjavik

Kornelius SIGMUNDSSON

Minister-Counsellor  
Ministry for Foreign Affairs  
Reykjavik

IRELAND - IRLANDE - IRLANDA

Delegate

Patrick J. O'DONOGHUE  
Chairman, National FAO Committee  
Department of Agriculture  
Dublin

Alternate  
Patrick Oliver RYAN  
Deputy Permanent Representative of Ireland  
to FAO  
Rome

Associate  
Agnes GANNON  
Head of Socio-Economic Extension  
Council for Development in Agriculture  
Dublin

ISRAEL

Delegate  
Arie NEHAMKIN  
Minister of Agriculture  
Jerusalem

Alternate  
E. DOUEK  
Permanent Representative of Israel to FAO  
Rome

Associates  
Avraham SHINAR  
Director  
Foreign Relations and  
Technical Assistance Division  
Ministry of Agriculture  
Jerusalem

Zvi ALLON  
Assistant  
Minister of Agriculture  
Jerusalem

Rafael LAVY  
Consultate of Israel  
Istanbul

Meir HALIFA  
Consul General  
Istanbul

Rafi LEVI  
Consulate of Israel  
Istanbul

ITALY - ITALIE - ITALIA

Délégué  
Tina ANSELMINI (Ms)  
Member of Parliament  
Rome

Suppléants  
Elio PASCARELLI  
Ambassador  
Permanent Representative of Italy to FAO  
and IFAD  
Rome

Angela SARCINA (Ms)  
Head of Office  
Secretary-General of Economic Planning,  
DIV. VII  
Ministry of Budget  
Rome

Rossella SALVATORI (Ms)  
Counsellor  
Ministry of the Merchant Navy  
Rome

Adjoint  
Franco ROMAN  
Commercial Attaché  
Italian Consulate  
Istanbul

MALTA - MALTE

Delegate  
J. DEBONO GRECH  
Minister of Agriculture and Fisheries  
Valletta

Alternate  
George CARBONE  
Assistant Secretary (Technical)  
Valletta

Associate  
Adrian GAUCI  
Alternate Permanent Representative of Malta  
to FAO  
Rome

NETHERLANDS - PAYS-BAS - PAISES BAJOS

Delegate  
A. PLOEG  
Minister of State  
Ministry of Agriculture and Fisheries  
The Hague

Alternate  
L. Th. B. HERTOEG  
Minister Plenipotentiary to FAO  
Permanent Representative of the Kingdom of  
the Netherlands to FAO  
Rome

Advisers  
N. SLOT  
Policy Advisor  
Ministry of Agriculture and Fisheries  
The Hague

G.M.G. KWAAK  
Director Department of Information and  
External Affairs  
The Hague



NORWAY - NORVEGE - NORUEGA

Delegate  
Svein SUNDSBØ  
Minister for Agriculture  
Oslo

Alternates  
Leif FORSELL  
Head of Section  
Ministry of Agriculture  
Oslo

Nils Ragnar KAMSVAG  
Alternate Permanent Representative of  
Norway to FAO  
Rome

POLAND - POLOGNE - POLONIA

Delegate  
Stanislaw ZIEBA  
Minister of Agriculture, Food Economy  
and Forestry  
Warsaw

Alternate  
Marian BRZOSKA  
Adviser to the  
Minister of Agriculture, Food Economy  
and Forestry  
Warsaw

Associates  
Slawomir LITWIN  
Director of the  
National Association of Fisheries  
Enterprises  
Warsaw

Malgorzata PIOTROWSKA (Ms)  
Secretary of the  
Polish National Committee  
Warsaw

Maciey KROL  
Consul General  
Istanbul

Krzysztof ZAKUBOWSKI  
Commercial Attaché  
Consulate General  
Istanbul

PORTUGAL

Delegate  
Jose Eduardo MENDES FERRO  
Chairman  
FAO National Committee  
Lisbon

Alternate  
Oscar Sale PETINGA  
Director  
Department of Planning  
Ministry of Agriculture  
Lisbon

Associate  
Sergio MOUTINHO  
Secretary  
Embassy of Portugal  
Ankara

ROMANIA - ROUMANIE - RUMANIA

Délégué  
Ion ZIPIS  
Adjoint au Ministre de l'agriculture  
Bucarest

Suppléant  
Victor EFTIMIU  
Conseiller  
Ministère de l'agriculture  
Bucarest

SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA

Delegado  
D. Ismael DIAZ YUBERO  
Representante Permanente de España ante  
la FAO  
Roma

Suplentes  
Jesús MORENO-GONZALEZ  
Director Técnico de Relaciones Científicas  
Instituto Nacional de Investigaciones  
Agrarias  
Madrid

José GARCIA DEL CASTILLO  
Jefe de la Sección de Organismos y  
Conferencias Internacionales del  
Secretario General Técnico  
Ministerio de Agricultura, Pesca y  
Alimentación  
Madrid

José RAMON MARTINEZ CANO-MANUEL  
Jefe de Servicio de Plagas  
Ministerio de Agricultura, Pesca y  
Alimentación  
Madrid

SWEDEN - SUEDE - SUECIA

Delegate  
Arne KARDELL  
Under-Secretary of State  
Ministry of Agriculture  
Stockholm

Alternates  
Ingvar WIDEN  
Director-General  
Chairman  
FAO National Committee  
Stockholm

Astrid BERGQUIST (Ms)  
Head of Section  
Secretary-General  
FAO National Committee  
Stockholm

Hanns-Otto DÜSELIUS  
Head of Division  
Stockholm

SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA

Délégué  
Hans POPP  
Sous-Directeur  
Office fédéral de l'agriculture  
Berne

Suppléants  
Peter WIESMANN  
Représentant permanent adjoint de la Suisse  
auprès de la FAO  
Rome

Igor MARINCEK  
Secrétaire  
Comité national suisse de la FAO  
Office fédéral de l'agriculture  
Berne

TURKEY - TURQUIE - TURQUIA

Delegate  
H. Hüsnü DOGAN  
Minister of Agriculture, Forestry and  
Rural Affairs  
Ankara

Alternates  
Mustafa KETEN  
Under-Secretary  
Ministry of Agriculture, Forestry and  
Rural Affairs  
Ankara

Nazmi DEMIR  
Deputy Under-Secretary  
Ministry of Agriculture, Forestry and  
Rural Affairs  
Ankara

Temel ISKIT  
Permanent Representative of Turkey to FAO  
Rome

Associates  
Hayati ÖLEZ  
General Director of Projects and  
Implementation  
Ministry of Agriculture, Forestry and  
Rural Affairs  
Ankara

Prof. Dr. Ersin ISTANBULLUOGLU  
Deputy General Director of Projects and  
Implementation  
Ministry of Agriculture, Forestry and  
Rural Affairs  
Ankara

Mete BASCI  
Deputy General Director of Protection and  
Control  
Ministry of Agriculture, Forestry and  
Rural Affairs  
Ankara

Ismail MERT  
Department Head, General Directorate  
of Protection and Control  
Ministry of Agriculture, Forestry and  
Rural Affairs  
Ankara

Füsum CETINTAS (Ms)  
Director of International Economic  
Organizations  
Ministry of Foreign Affairs  
Ankara

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI - REINO UNIDO

Delegate  
Patricia WEST (Ms)  
Principal Officer  
External Relations Division  
Ministry of Agriculture, Fisheries  
and Food  
London

Alternate  
James PETERSON  
British Consul General  
Istanbul

YUGOSLAVIA - YUGOSLAVIE

Delegat  
Milorad STANOJEVIC  
President  
Federal Committee for Agriculture  
Belgrade

Associate  
J. MILUTINOVIC (Ms)  
Interpreter  
Belgrade

Adviser  
T. TESIC  
Chief, Federal Plant Protection Service  
Belgrade

Alternate  
N. FIJAN  
Advisor, Fisheries  
Veterinary Faculty  
Zagreb

OBSERVER NATIONS - ETATS OBSERVATEURS - ESTADOS OBSERVADORES

FAO Member Nations from other regions  
Etats Membres de la FAO d'autres régions  
Estados Miembros de la FAO de otras regiones

CANADA

George H. MUSGROVE  
Permanent Representative of  
Canada to FAO  
Rome

UNITED STATES OF AMERICA - ETATS-UNIS  
D'AMERIQUE - ESTADOS UNIDOS DE AMERICA

EDMUND M. PARSONS  
Deputy United States Representative to the  
United Nations Agencies for Food and  
Agriculture  
Rome

Theodore HOROSCHAK  
Agriculture-Trade Officer  
United States Consulate General  
Istanbul

REPRESENTATIVES OF THE UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES  
REPRESENTANTS DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPECIALISEES  
REPRESENTANTES DE LAS NACIONES UNIDAS Y ORGANISMOS ESPECIALIZADOS

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (UNDP)  
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT  
PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL DESARROLLO

Sarfraz KHAN MALIK  
Resident Representative  
Ankara

INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION (ILO)  
ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL  
ORGANIZACION INTERNACIONAL DEL TRABAJO

Rüçhan ISIK  
Country Representative of ILO  
Ankara

INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY (IAEA)  
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE  
ORGANISMO INTERNACIONAL DE ENERGIA ATOMICA

Bjorn SIGURBJONSSON  
Director  
Joint FAO/IAEA Division of Nuclear and  
Biotechnology Applications in Food and Agriculture  
Vienna

EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY (EEC)  
COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE  
COMUNIDAD ECONOMICA EUROPEA

Gilles DESESQUELLES  
Administrateur  
Direction générale de l'agriculture  
Bruxelles

Walter KORTER  
Administrateur principal  
Conseil des ministres CEE  
Direction générale de l'agriculture  
Bruxelles

Robert KIRK  
Administrateur principal à la  
Direction générale des pêches  
Bruxelles

OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS  
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES  
OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES

ORGANIZATION FOR ECONOMIC COOPERATION AND DEVELOPMENT (OECD)  
ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES  
ORGANIZACION DE COOPERACION Y DESARROLLO ECONOMICOS

Herbert RAIDL  
Head of the Agricultural Policies Division  
Organization for Economic Cooperation and Development  
Paris

OBSERVERS FROM NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS  
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES  
OBSERVADORES DE ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES

INTERNATIONAL UNION OF FAMILY ORGANIZATIONS (IUFO)  
UNION INTERNATIONALE DES ORGANISMES FAMILIAUX  
UNION INTERNACIONAL DE ORGANISMOS FAMILIARES

André DUFFAURE  
Président de la Commission rurale  
Union internationale des organismes familiaux  
Paris

TRADE UNIONS INTERNATIONAL OF AGRICULTURAL, FORESTRY AND  
PLANTATION WORKERS (TUIAFPW)  
UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DE L'AGRICULTURE,  
DES FORETS ET DES PLANTATIONS  
UNION INTERNACIONAL DE SINDICATOS DE TRABAJADORES DE LA AGRICULTURA,  
DE LOS BOSQUES Y DE LAS PLANTACIONES

René DIGNE  
Secrétaire général de l'UISTAFP  
Prague

WORLD FEDERATION OF TRADE UNIONS (WFTU)  
FEDERATION SYNDICALE MONDIALE  
FEDERACION SINDICAL MUNDIAL

Denis BONVALOT  
Secrétaire de la Commission Europe  
Fédération syndicale mondiale  
Prague

CONFERENCE SECRETARIAT  
SECRETARIAT DE LA CONFERENCE  
SECRETARIA DE LA CONFERENCIA

Conference Secretary  
M. ZJALIC

Reports Officer  
E.L. LITTMANN

Conference Officer  
B. LINLEY

Press Officers  
M. HEUZE (Ms)  
H. VON LOESCH

FAO STAFF - FONCTIONNAIRES DE LA FAO - FUNCIONARIOS DE LA FAO

E. SAOUMA  
Director-General

A. BOZZINI  
Regional Representative for Europe, REUR

C.H. BONTE-FRIEDHEIM  
Assistant Director-General  
Agriculture Department, AGD

L. BRADER  
Director  
Plant Production and Protection Division, AGP

H. HENDERSON  
Chief  
Inland Water Resources and Aquaculture Service,  
FIR

P. MEIHL  
Director  
Joint ECE/FAO Agriculture and Timber Division

P. ROSENEGGER  
FAO Representative in Turkey

M. TRKULJA  
Special Assistant to Director-General, ODG



LISTE DES DOCUMENTS

- ERC/86/1            Ordre du jour provisoire annoté
- ERC/86/2            Activités de la FAO en Europe, notamment mesures prises pour donner suite aux principales recommandations de la quatorzième Conférence régionale pour l'Europe
- ERC/86/3            Programme de travail et budget pour 1986-87 dans la région
- ERC/86/4            Développement de l'aquaculture en Europe
- ERC/86/5            Politiques de protection des plantes en liaison avec l'innocuité des aliments et la protection du milieu en Europe
- ERC/86/6            Représentation de la région au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)
- ERC/86/6-Corr.1    Corrigendum au document ERC/86/6

Série ERC/86/INF

- ERC/86/INF/1        Note d'information
- ERC/86/INF/2        Calendrier provisoire
- ERC/86/INF/3        Liste provisoire des documents
- ERC/86/INF/4        Liste provisoire des participants

Série ERC/86/REP

- de ERC/86/REP/1    Projet de rapport de la Conférence  
à ERC/86/REP/4

Série ERC/86/OD

- de ERC/86/OD/1     Programme des séances  
à ERC/86/OD/4





DECLARATION DU DIRECTEUR GENERAL

Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs les délégués et observateurs,  
Mesdames et Messieurs,

Il m'est particulièrement agréable que la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe se tienne cette année à Istanbul. Comment, en effet, ne pas être conquis par la riche et subtile personnalité de cette ville et comment ne pas y retrouver la longue tradition d'hospitalité du peuple turc?

Cet accueil, nous le devons à la généreuse invitation du Gouvernement de ce pays, et je voudrais en remercier tout spécialement Son Excellence Monsieur Husnu Dogan, Ministre de l'agriculture et des affaires rurales de Turquie.

Contexte de la Conférence: crise au sud et crise au nord

Mais j'ai aussi d'autres raisons d'être heureux que notre réunion se tienne dans cette ville. Il y a à peine plus d'un mois, je me trouvais ici pour une autre Conférence régionale de la FAO, celle consacrée au Proche-Orient et à l'Afrique du Nord. Nous avons alors examiné certains problèmes caractéristiques de la crise du tiers monde: insuffisance de la production alimentaire, poids de la dette, chute du prix des matières premières. A l'inverse, la présente Conférence concerne, pour l'essentiel, des économies développées. Beaucoup d'entre elles ont à faire face à un grave problème, largement étranger aux préoccupations du tiers monde, celui de la surproduction agricole.

Cette succession de conférences régionales dans une même ville est unique dans les annales de la FAO, et je me plais à le souligner. Mais je tiens surtout à insister sur le caractère exemplaire de leurs contrastes.

En effet, ceux-ci rappellent, s'il en était besoin, la vocation de la Turquie comme pont entre les civilisations. Ils viennent en outre souligner le voisinage inévitable de deux réalités majeures de notre temps: la réalité d'une crise au sud, due à la pauvreté et à la pénurie, et celle d'une crise au nord, due largement à une abondance mal maîtrisée.

Je souhaiterais, vous le comprendrez bien, que ce message imprègne nos débats. Je voudrais qu'il nous rappelle ce fait essentiel: les problèmes de l'Europe agricole ne peuvent être dissociés de ceux des pays les plus pauvres et les plus mal nourris.

Monsieur le Président,

Il y a un mois, vous aviez été élu Président de la Conférence régionale pour le Proche-Orient. Vous voici maintenant choisi pour exercer la présidence de la Conférence régionale pour l'Europe. Permettez-moi de vous en féliciter tout particulièrement.

Cette double élection témoigne du grand prestige dont vous-même et votre pays jouissez, tant en Europe que dans les pays situés au sud de la Méditerranée.

Je voudrais également m'adresser à Leurs Excellences les ministres et chefs de délégation ainsi qu'aux distingués délégués et observateurs qui honorent cette réunion de leur présence. Je tiens à les saluer et à leur souhaiter la bienvenue. Je me permets aussi de rappeler que cette Conférence est organisée en collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe; je voudrais, à cette occasion, saluer son représentant.

Rôle de la FAO

Monsieur le Président,

En novembre dernier, comme vous le savez, la FAO a commémoré son quarantième anniversaire. Sa cinquième décennie commence alors que le monde connaît une crise économique grave et que la pauvreté et la malnutrition restent encore des maux trop répandus.

Mais ce début coïncide également avec l'amorce d'une transformation profonde des sociétés industrielles et avec l'ouverture de nouvelles perspectives technologiques en matière agricole. En abordant cette période, la FAO ne peut manquer de s'interroger sur le rôle qu'elle va devoir jouer.

Vous me permettrez donc de m'adresser à vous en prenant un peu de recul. Je souhaiterais le faire en me posant deux questions: En quoi la FAO peut-elle mieux répondre à certains problèmes de l'Europe agricole? En quoi une meilleure coopération entre la FAO et l'Europe pourrait-elle contribuer à mieux faire face aux problèmes du tiers monde?

Problèmes de l'agriculture européenne

L'Europe agricole, nous le savons, est surtout faite de diversité: Certaines agricultures - et c'est le cas pour la plupart des pays de l'OCDE - sont extrêmement développées. Cependant leur production tend à excéder de plus en plus les possibilités du marché. Il s'agit là d'une situation préoccupante, car elle conduit les gouvernements des pays en cause à maintenir de coûteux systèmes de soutien ou bien encore à adopter des attitudes protectionnistes, peu favorables au commerce international.

Au contraire, d'autres agricultures ont encore une productivité insuffisante, et souvent elles ne contribuent que d'une façon partielle à la sécurité alimentaire de leur pays. Cette situation est celle de certaines nations de l'Europe de l'Est et de l'Europe méditerranéenne.

De meilleurs échanges commerciaux pourraient remédier à des déséquilibres évidents: des transferts d'expérience pourraient faciliter certains progrès. Mais il faudrait pour cela une confrontation accrue des politiques agricoles, une concertation plus directe des responsables. Autant d'efforts difficiles, car les interlocuteurs restent murés derrière leurs réticences, et le dialogue est freiné par une communication insuffisante entre les grands partenaires en Europe - qu'il s'agisse de la CEE, du COMECON ou de la zone de libre échange.

La FAO occupe, à cet égard, une place particulière. En effet, sa Conférence régionale est la seule institution qui permette la rencontre à haut niveau de tous les responsables de l'Europe agricole.

Je me réjouis de voir que les Etats Membres ont parfaitement conscience de ce fait et qu'ils ont su en tirer profit. Pour me borner à quelques exemples, je signalerai d'abord ces réseaux de recherche dont l'intérêt n'est plus contesté; à cette occasion, je salue tous les pays qui les ont rendus possibles en apportant leur soutien à la FAO; j'évoquerai, de même, certaines résolutions importantes comme celles adoptées par les précédentes conférences régionales sur les forêts, la pollution, la pêche. Je rappellerai encore toutes ces réunions techniques où s'échangent les expériences. Puis-je enfin, vous rappeler l'utilisation qui est faite de la documentation informatisée de la FAO et de ses statistiques?

#### Aquaculture

La présente Conférence ne fait pas exception à cette pratique, et c'est ainsi qu'elle vous propose de débattre de deux importants problèmes. Le premier concerne le développement de l'aquaculture en Europe. Il s'agit là d'une activité très prometteuse qui permettrait de mieux utiliser les eaux côtières et continentales pour la production de protéines animales. Activité encore jeune, cependant, l'aquaculture est particulièrement tributaire d'une meilleure diffusion des techniques et d'une plus large collaboration en matière de recherche.

#### Effets secondaires des pesticides

Le second problème a trait aux effets secondaires des produits agrochimiques. De plus en plus, on se préoccupe des effets nocifs que les pesticides peuvent avoir sur les aliments et sur la protection du milieu en Europe. Cette question revêt une actualité particulière depuis l'adoption, par la dernière Conférence de la FAO, du code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides. Après avoir fait preuve d'autant d'initiative lors de l'élaboration du code, l'Europe se doit de donner l'exemple à cet égard.

C'est donc bien d'une vocation spécifique qu'il s'agit: la FAO est devenue un point de rencontre au-delà des clivages politiques, un lieu d'échange

démarqué des influences. Cette fonction, je suis persuadé qu'il faut la renforcer considérablement, car le progrès dépendra de rencontres encore plus nombreuses, d'échanges encore plus intenses, de débats encore plus approfondis.

Pour donner à l'agriculture sa juste place dans les économies européennes, il faut en effet une large vision de son devenir: il est nécessaire d'élargir l'aire des échanges au mieux des complémentarités entre les pays; il faut développer considérablement les technologies pour abaisser les coûts de production; il faut garantir aux agriculteurs européens une place décente dans la société; il faut, en même temps, rechercher de meilleurs équilibres entre le monde rural et les villes; il faut enfin protéger sérieusement les ressources naturelles.

Tout cela n'est guère possible, vous le comprenez bien, sans de larges confrontations entre toutes les nations de l'Europe. Et tout cela n'est guère possible sans un lieu de rencontre accepté par tous.

#### Europe agricole et tiers monde

La deuxième des questions que je posais tout à l'heure a trait aux rapports de l'Europe agricole avec le tiers monde.

C'est là, en effet, une question essentielle: les produits agricoles du tiers monde - et surtout ceux de l'Afrique - sont, pour une part importante, vendus sur les marchés de l'Europe. A l'inverse, une part notable des excédents européens est acheminée vers les pays du tiers monde. Je n'ai pas besoin de vous rappeler les problèmes que posent ces échanges. Les produits exportés par le tiers monde sont vendus à des cours peu rémunérateurs et incertains, et tout effort pour valoriser ces produits avant leur exportation se heurte à des protectionnismes grandissants. De leur côté, les excédents européens se vendent mal, faute de marchés solvables. Ils doivent donc souvent être soutenus par des subventions, à moins qu'ils ne soient redistribués au titre de l'aide alimentaire. Il leur arrive alors parfois de concurrencer la production locale des produits de base.

Il est cependant hors de doute que l'avenir est fondé largement sur le développement de ces complémentarités. Il est donc impératif de créer les conditions pour que ces marchés potentiels puissent se développer de façon plus solide et plus harmonieuse. Vous le savez, des efforts notables ont été faits dans ce sens, et je salue tout particulièrement les accords STABEX. Mais les progrès d'ensemble sont encore insuffisants; il ne faut pas en chercher la raison trop loin: il n'y aura pas, en effet, de progrès majeur tant que les partenaires ne pourront négocier sur un pied d'égalité. A cela, vous le savez, il n'y a qu'une réponse possible: aider le tiers monde à se développer, lui donner les moyens de reprendre sa croissance, lui permettre de s'affranchir de ses dettes et de maîtriser ses choix.

Le développement du tiers monde, et le développement de son marché, c'est donc bien aussi un problème majeur de l'Europe agricole.

Reconnaissons avec franchise que les pays européens s'en sont montrés conscients. L'Europe, est-il besoin de le rappeler, joue un rôle considérable dans l'aide au tiers monde. Elle fournit, en effet, la moitié de l'aide au développement apportée par les pays de l'OCDE, soit environ 15 milliards de dollars par an. A cela s'ajoute l'aide apportée par les pays de l'Est. Cette aide, l'Europe l'accorde aussi par l'intermédiaire des organisations internationales. A cet égard, dois-je vous rappeler que les pays européens financent près de la moitié du budget ordinaire de notre Organisation? Dois-je insister sur le rôle que jouent, à la FAO, les fonctionnaires, les experts et les consultants venant des pays européens? Dois-je également mentionner tous les projets que nous exécutons avec des fonds fiduciaires qui nous ont été confiés par des pays européens?

Mais est-ce suffisant? Est-ce la seule réponse?

#### Redressement de l'agriculture africaine

Je me pose actuellement cette question alors que ma réflexion porte sur une réalité particulièrement difficile, celle de l'Afrique. Je me suis engagé à discuter cette année, avec les ministres de l'agriculture de ce continent, des mesures qui pourraient être prises pour le redressement de l'agriculture. Une conclusion majeure s'est déjà dégagée des travaux entrepris dans ce sens par la FAO: l'Afrique, étranglée par ses dettes, manquant de devises et contrainte à une réduction sans précédent des budgets et des investissements, n'a pas les moyens de relancer la production sans une aide temporaire exceptionnelle. Pour produire il lui faut des engrais, des pesticides, des outils, des véhicules et toutes sortes d'autres produits.

Comparons cette situation avec ce qui se passe dans la majorité des pays de l'Europe. Là, je vois des excédents de production, des usines d'engrais ou d'outils qui tournent au ralenti, faute de marchés, des chômeurs improductifs assistés par les gouvernements: quel étonnant contraste!

Je voudrais vous inviter à réfléchir sur cette contradiction. Peut-être pouvons-nous y trouver des bases pour une action sans précédent. Peut-être serait-il possible d'utiliser une partie de ces ressources en excès là où elles manquent cruellement. Peut-être serait-il possible, par une politique judicieuse, d'utiliser pour le développement les fonds consacrés au soutien des excédents de production agricole. Peut-être serait-il possible de tirer parti de la crise au nord pour mieux faire face à la faim au sud.

La FAO serait éventuellement prête à défendre de telles propositions; mais encore faudrait-il qu'elle soit soutenue par les pays les plus directement intéressés. Je n'ai pas à vous redire ma conviction: un tel soutien est, sans nul doute, de l'intérêt à long terme de l'Europe.

Conclusion

Monsieur le Président,

Vous le voyez, les raisons ne manquent pas pour une participation plus active des pays européens aux activités de la FAO. Si vous en êtes aussi convaincus que je le suis, je souhaite pouvoir compter sur votre soutien. Celui-ci, en effet, est indispensable pour améliorer encore l'efficacité de notre Organisation. Il l'est aussi pour lui permettre de mieux répondre à vos besoins comme à ceux des plus déshérités.

Je vous remercie de votre attention, et je vous souhaite plein succès dans vos travaux.

DECLARATION DE M. KLAUS A. SAHLGREN, SECRETAIRE EXECUTIF  
DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

La CEE apprécie hautement la collaboration étroite qui l'unit à la FAO dans les activités des secteurs agricole et forestier. Cette coopération est évidente aussi bien au niveau des secrétariats, avec la Division mixte CEE/FAO de l'agriculture et du bois installée à Genève, qu'en ce qui concerne le travail intergouvernemental, où le coparrainage s'exerce dans pratiquement tous les organes subsidiaires et dans la majorité des colloques et séminaires techniques du Comité CEE des problèmes agricoles et du Comité CEE du bois. Je suis résolu à poursuivre et à développer encore cette collaboration.

Il est notoire que l'agriculture européenne n'est plus un secteur à part, vivant une existence autonome dans l'économie. Elle est devenue un secteur spécialisé, à forte intensité de capital, hautement technique et intégré. Les méthodes de production agricole ont désormais une incidence directe et importante sur la qualité des produits, sur la santé publique et le bien-être social, ainsi que sur l'environnement. Les méthodes de production agricole de type industriel gagnent du terrain dans toute la région et sont dans une large mesure tributaires des intrants fournis par l'industrie. Cette interdépendance croissante entre l'agriculture et le reste de l'édifice économique joue un rôle important dans la croissance rapide de la production agricole; elle exerce - ou devrait exercer - une influence considérable sur les politiques agricoles.

Si l'on peut certes tirer globalement une certaine satisfaction des résultats de la production agricole dans notre région depuis quelques années, il subsiste néanmoins des problèmes. La surproduction qui va croissant et les cours déprimés sur le marché mondial des produits agricoles de base mettent les agriculteurs d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord dans une situation financière difficile. Les pays exportateurs d'Europe de l'Est subissent eux aussi les effets de la faiblesse des cours mondiaux et sont gênés par les obstacles au commerce international. La hausse du coût des intrants et la concurrence impitoyable pour les fonds disponibles à l'investissement ont contraint le secteur agricole à chercher à se rationaliser davantage et à accroître sa rentabilité. A cela s'ajoutent des conditions climatiques défavorables, qui sont la principale contrainte que connaît l'agriculture indépendamment des marchés et des prix. En un sens, l'agriculture européenne est victime de ses propres progrès et de sa propre réussite. Il n'est donc pas surprenant que la gestion de l'offre, au sens large du terme, soit devenue l'une des grandes préoccupations des responsables des politiques agricoles.

Le Comité CEE des problèmes agricoles est bien entendu très conscient de ces problèmes et de ces contraintes. C'est la raison pour laquelle il a résolument orienté son programme de travail vers l'avenir et a choisi les sujets susceptibles d'intéresser et de concerner le maximum de pays membres.

En outre, conformément aux recommandations de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) - dont la CEE, on le sait bien, tire son dynamisme et son inspiration - le Comité a été encouragé à prêter attention aux questions relatives aux structures agraires et à la rationalisation des exploitations: mécanisation agricole et questions technologiques et économiques liées à l'utilisation des terres, qualité et fertilité des sols, engrais, pollution, recherche du meilleur rendement énergétique et utilisation rationnelle des ressources en eau. Dans cet esprit, le Comité organisera dans les années à venir des colloques sur les pratiques améliorées d'irrigation, l'utilisation des éléments-traces, les solutions techniques à l'alimentation du bétail, la pisciculture comme source de revenu annexe, et l'incidence des pratiques commerciales sur la normalisation des produits d'élevage.

Le moment serait mal choisi de décrire dans le détail le rôle du groupe de travail sur la mécanisation agricole, ou celui du groupe de travail sur les structures agraires et la rationalisation des exploitations - je me contenterai de rappeler que les programmes de travail de ces deux groupes portent tant sur les problèmes de fond que sur les problèmes conjoncturels dans les domaines de l'équipement technique des exploitations, du développement rural et de la gestion des exploitations agricoles. Je souhaite aussi mentionner le fait que le Comité des problèmes agricoles poursuit, avec la FAO et avec la Conférence CEE des statisticiens européens, son effort d'amélioration de la qualité et d'harmonisation des statistiques alimentaires et agricoles. Le Groupe de travail sur la normalisation des denrées périssables et ses organes subsidiaires sont eux aussi actifs dans le domaine de l'harmonisation et contribuent ainsi à faciliter le commerce international.

Etant donné toutes les activités que mènent la Conférence régionale, le Comité CEE des problèmes agricoles et le Comité CEE du bois sur notre petit continent, il me semble strictement raisonnable que toutes ces instances poursuivent des buts sinon communs, au moins complémentaires, renforcent mutuellement leurs activités et contribuent ensemble à la réalisation des objectifs. C'est somme toute dans cet esprit que la CEE est fière de participer, depuis quatorze ans, aux Conférences régionales, en s'efforçant de rassembler dans cette auguste assemblée tous les Etats d'Europe. C'est précisément dans cet esprit que nous poursuivons notre coopération étroite, et j'ose l'espérer efficace, avec le Secrétariat de la FAO dans nos travaux communs sur l'agriculture et le bois. Je souhaite donc réaffirmer que la Commission économique pour l'Europe - tant les gouvernements-membres que le secrétariat - est toute disposée à contribuer, sur le fond et au plan de l'organisation, à la réussite de cette Conférence régionale. C'est cette volonté de collaboration qui m'a poussé à mentionner rapidement aujourd'hui quelques-uns des problèmes agricoles urgents qui se posent à notre région, tels que la CEE les perçoit du poste d'observation qui est le sien. Je comprends certes qu'ils ne puissent être examinés immédiatement en tant que tels, mais je suis convaincu qu'ils pourront utilement compléter l'ordre du jour qui est proposé à la Conférence.



Pour conclure, Monsieur le Président, je me permettrai de rappeler que dans la résolution d'ensemble qu'elle adopte chaque année, la Commission note régulièrement avec satisfaction sa collaboration fructueuse avec les autres organisations internationales. Je suis convaincu que la collaboration entre la CEE et la FAO illustre amplement le sentiment de la Commission, et je veux croire que les moyens de renforcer encore nos entreprises solidaires sauront être découverts.





M-90

ISBN 92-5-202491-3